



UNION EUROPÉENNE  
Fonds européen agricole pour  
le développement rural :  
l'Europe investit dans les  
zones rurales



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

**Notice spécifique de la mesure**  
**« Réduction progressive du nombre de doses homologuées de**  
**traitements hors herbicides de synthèse sur cultures légumières**  
**(niveau 2) »**  
**« NC\_SOH7\_LGR2 »**  
**du territoire « Pays de Saint Omer – Zones Humides »**  
Campagne 2021

*En 2021, cette mesure est ouverte aux engagements d'une durée de 1 an.*

## 1. OBJECTIFS DE LA MESURE

**Le type d'opération Phyto\_01** vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux afin de limiter le recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

- soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires<sup>1</sup> et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens<sup>2</sup>, en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;
- de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet ou non d'une contractualisation, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées ;

<sup>1</sup>Ex : réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides.

<sup>2</sup>Ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale.

- Cette opération ne peut être mobilisée qu'en accompagnement d'une ou plusieurs opérations (**PHYTO\_02 à PHYTO\_16**), relatives à la réduction des traitements phytosanitaires, afin de garantir de bonnes conditions d'appui technique à la réduction de ces intrants et à la méthode recommandée pour atteindre les objectifs inscrits dans les cahiers des charges des opérations concernées.

**Le type d'opération Phyto\_05** une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires autres que les herbicides, dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications phytosanitaires réalisées à la parcelle, en dehors des traitements herbicides, sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).

Les herbicides sont exclus dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérennes et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète en effet l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable<sup>3</sup> et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires<sup>4</sup> ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation<sup>5</sup> et surtout de l'itinéraire technique<sup>6</sup>. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

## 2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 121,84 € par hectare engagé** vous sera versée pendant la durée de l'engagement.

La mesure comprend les engagements unitaires suivants :

Engagement unitaire	Libellé
PHYTO_01	Bilan de stratégie de protection des cultures
PHYTO_05	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements hors-herbicides (niveau 2)

### 3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

---

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité **doivent être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

#### 3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022, vous devez respecter les conditions spécifiques à cette mesure.

***Vous devez engager au minimum 30% des surfaces éligibles de votre exploitation.***

#### 3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les cultures légumières éligibles sont les cultures de carotte, chou-fleur, autres choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade cultivées en plein champ et pour lesquelles un IFT régional a pu être déterminé dans le cadre des enquêtes nationales sur les pratiques culturales<sup>3</sup>.

Les surfaces en jachères et les surfaces portant des plantes fixant l'azote engagées dans cette mesure ne peuvent pas être comptabilisées dans les 5 % de surfaces d'intérêt écologique au titre du verdissement.

### 4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

---

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Si les capacités financières sont insuffisantes pour couvrir toutes les demandes d'engagement, une sélection pourra s'avérer nécessaire. Cette sélection sera effectuée dans l'ordre des priorités défini selon les procédures propres à chaque financeur. Les demandes d'engagement seront retenues intégralement au sein d'une même catégorie de priorité. Lorsque les capacités financières ne permettent plus le financement de toutes les demandes d'aide au sein d'une même priorité, aucune demande d'engagement ne sera retenue pour cette priorité.

### 5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

---

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai 2021, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (cf ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

---

<sup>3</sup>Et autres cultures légumières pour lesquelles des IFT de référence ont pu être déterminés sur la base d'une enquête statistique locale, après validation de ces données par la DGPE

En cas d'impossibilité une année donnée de réaliser cette mesure, vous devez le déclarer à la DDTM dès que possible par courrier donnant les explications nécessaires.

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de l'année d'engagement et dans tous les cas au plus tard avant le 14 mai de l'année suivant la demande d'aide.

L'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

**ATTENTION** : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanctions est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

*Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.*

Conformément à la réglementation européenne, en cas de modification des normes et exigences ou obligations réglementaires, ou pour permettre l'adaptation au cadre réglementaire de la période de programmation suivante, une clause de révision pourra être appliquée.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « NC\_SOH7\_LGR2 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges  à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée l'année de l'engagement. Si l'exploitant a d'ores et déjà suivi la formation car engagé dans cette même mesure au cours de la programmation 2014-2022, il n'est pas tenu de la réaliser à nouveau l'année de son contrat annuel	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif Réversible	Principale	Totale
Respect de l'IFT hors herbicides maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible	Principale	A seuils <sup>3 4</sup>

Obligations du cahier des charges  à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
l'exploitation en cultures légumières engagées. Valeur à respecter pour l'IFT maximal annuel : voir point 6	des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	des pratiques phytosanitaires <sup>2</sup> (voir point 6) + Feuille de calcul de l'IFT hors herbicides + Factures d'achat de produits phytosanitaires			
Respect de l'IFT hors herbicides de référence du territoire-sur l'ensemble des parcelles (implantées avec le type de couvert concerné par la mesure) non engagées Valeur de l'IFT de référence : voir point 6			Réversible	Secondaire	A seuils <sup>7 8</sup>

**ATTENTION** : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

<sup>2</sup>La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Se reporter au point 6 pour davantage de précisions sur la méthode de calcul de l'IFT et les méthodes de contrôle associées.

<sup>3</sup>L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

<sup>4</sup>Le seuil correspond à l'écart entre la valeur attendue et la valeur constatée, divisée par la valeur à atteindre

<sup>5</sup>Voir définition exacte au point 6.

## 6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

### 6.1 Définitions

**Les surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et jachère (intégrées dans la rotation)** comprennent les surfaces déclarées dans le dossier PAC répondant aux catégories suivantes :

- catégorie 1.9 – Surfaces herbacées temporaires de 5 ans ou moins ;
- catégorie 1.7 – Légumineuses fourragères pouvant être pluriannuelles (luzerne, trèfle, sainfoin, mélilot + serradelle + mélanges de légumineuses entre elles ou avec des graminées fourragères) ;
- pour les autres catégories, les codes suivants : tous les libellés de cultures comportant du maïs,

ainsi que TRN (tournesol) et J5M (jachère de 5 ans ou moins).

**6.2. Valeurs des IFT<sub>herbicides</sub> et IFT<sub>hors-herbicides</sub> à respecter sur l'ensemble de vos parcelles engagées et sur l'ensemble de vos parcelles non engagées**

À compter de la campagne culturale débutant après le dépôt de votre demande d'engagement :

- sur l'ensemble de vos parcelles **engagées** en cultures légumières **dans la mesure «NC SOE7 GCR2»**, l'IFT objectif (ligne (C) du tableau ci-dessous) sera vérifié en prenant l'IFT réel calculé sur la campagne pour les parcelles engagées ;
- sur l'ensemble de vos parcelles en cultures légumières **non engagées dans la mesure**, l'IFT réel ne doit pas dépasser l'IFT de référence (ligne (A) du tableau ci-dessous).
- pour les cultures légumières de plein champ : l'IFT de référence est calculé annuellement sur l'exploitation en fonction de la surface en légumes éligibles présente sur l'exploitation

**IFT<sub>hors-herbicides</sub> de référence**

- **Pour les exploitations spécialisées en grandes cultures (UGB < 10)**

IFT <sub>hors herbicides</sub> maximal		
IFT de référence (*) à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non</u> <u>engagées</u>	Exprimé en valeur (A)	IFT hors herbicides : 4,2
IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	Exprimé en % de l'IFT de référence (B)	50 % sur l'année
	Exprimé en valeur (C)	2,1

(\*) IFT<sup>réf</sup> "référence" pour grandes cultures

- **Pour les exploitations de type polyculture élevage (UGB > 10)**

IFT <sub>hors herbicides</sub> maximal		
IFT de référence (*) à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non</u> <u>engagées</u>	Exprimé en valeur (A)	IFT hors herbicides : 4,0
IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	Exprimé en % de l'IFT de référence (B)	50 % sur l'année
	Exprimé en valeur (C)	2,0

(\*) IFT<sup>PT</sup> "prairies temporaires" pour polyculture-élevage

### **6.3. Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation**

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

$$\text{IFT traitement} = \frac{\text{Dose appliquée}}{\text{Dose de référence}} \times \frac{\text{Surface traitée}}{\text{Surface totale de la parcelle}}$$

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements sur la période courant du 15 mai 2021 au 14 mai 2022.

IFT parcelle = IFT traitement 1 + IFT traitement 2 + ... + IFT traitement n

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si **les semences utilisées** ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

► **Cas des exploitations avec culture de pomme de terre** : un IFT de référence hors herbicide corrigé sera calculé, chaque année à l'échelle de l'exploitation, en tenant compte de la proportion de surfaces cultivées en pommes de terre dans l'assolement de l'exploitation

**Avec IFT HH réf. Pdt = 18.5 et IFT HH réf. Territoire = référence PAEC (indiqué ci-dessus).**

#### **Sélection de la dose de référence**

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;
- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient la dose définie « à la culture ».

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

*Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (<http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift>).*

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture ou à l'adresse <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/doses-de-referance-indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires/>. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1 (**ou mai n pour les contrats annuels**), à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n (**ou mai n+1 pour les contrats annuels**), il convient d'utiliser la liste de l'année n-1 (**ou n pour les contrats annuels**).

**Cultures prises en compte pour le calcul de l'IFT** : seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur, autres choux, poireaux sont prises en compte dans le calcul de l'IFT de l'exploitation.

**Produits de biocontrôle** : Si vous avez utilisé des produits de biocontrôle, alors deux compartiments sont distingués pour le calcul de l'IFT : d'une part l'IFT moyen des produits de biocontrôle, et d'autre part l'IFT moyen des autres produits. Le respect de vos engagements sera vérifié uniquement sur la base de l'IFT des produits autres que de biocontrôle.

Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

#### **6.4. Modalités de contrôle de l'IFT**

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue du cahier d'enregistrement des pratiques est obligatoire au titre de la conditionnalité. Toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs doivent y figurer (y compris celles portant sur des prairies) :

- l'ilot PAC ou l'identification de la parcelle traitée<sup>4</sup>,
- la culture introduite sur cette parcelle (avec précision de la variété),
- le nom commercial complet du produit utilisé pour chaque traitement,
- la quantité ou la dose de produit utilisée (en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare),
- la date du traitement,
- la (ou les) date(s) de récolte.

**Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.**

#### **6.5. Informations relatives à la réalisation des bilans accompagnés**

- 1 bilan doit être réalisé avec l'appui d'un technicien agréé.

**Pour connaître le(s) technicien(s) et pouvant réaliser ces bilans, contactez l'opérateur (Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région de Saint Omer-Flandre Intérieure - [03 21 38 01 62](tel:0321380162)) ou la DDTM.**

Les techniciens agréés à l'échelle de la grande région Hauts-de-France sont les suivants :

---

<sup>4</sup> Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT uniquement sur les parcelles concernées par le cahier des charges.



→ Pour la Chambre d'Agriculture de la Somme :

- Aurélie Albaud
- Mathilde Lheureux
- Sébastien Descamps
- Alexandre Eeckhout
- Hervé Georges
- Matthieu Preudhomme

→ Pour la Chambre d'Agriculture du Nord Pas-de-Calais :

- Domitille Hache
- Denis Risbourg

→ Pour la Chambre d'Agriculture de l'Aisne :

- Emilie Mehee
- Samantha Tantot
- Nicolas Jullier
- Martine Roux-Duparque
- Alain Tournier

→ Pour la Chambre d'Agriculture de l'Oise :

- Christophe Chatain
- François Dumoulin
- Hervé Hemeryck
- Laurence Legrand
- Bruno Schmitt
- Thomas Pohier

Un bilan de la stratégie de protection des cultures, d'une durée minimale d'une journée, est réalisé avec l'appui d'un technicien agréé.

Le bilan réalisé doit comporter *a minima* les deux volets suivants :

- **volet « intensité du recours aux produits phytosanitaires » :**
- calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale et climatique et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation ;
- analyse du résultat obtenu pour identifier les usages<sup>5</sup> prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées ;

---

<sup>5</sup> Un usage est ici défini par le couple culture \* type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

- formulation de préconisations, en termes de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages [en cas de contractualisation d'une MAEC comprenant un engagement unitaire correspondant à une obligation de résultats], ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre [en cas de contractualisation d'une MAEC comprenant un engagement unitaire correspondant à une obligation de moyens].
  - **volet « substances à risque » :**
- identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL
- formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

***Liste minimale des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction en raison du risque qu'elles représentent :***

- ***2,4 D ;***
- ***2,4 MCPA ;***
- ***Bentazone ;***
- Captane ;
- ***Chlortoluron ;***
- Cyperméthrine ;
- ***Dicamba ;***
- ***Diflufénicanil ;***
- ***Ethofumésate ;***
- Flumioxazine ;
- ***Glyphosate ;***
- Lambda-Cyhalothrine ;
- ***Métazachlore ;***
- Zirame.

Cette liste a été établie à partir des substances encore autorisées figurant à la fois dans l'avis du 10/12/2006 relatif aux substances dangereuses du Plan Interministériel de Réduction des Risques liées aux Pesticides (PIRRP).

A cette liste ont été rajoutées des molécules (figurant en caractères italiques gras) retrouvées fréquemment dans les eaux souterraines et qui déclassent la qualité des captages d'eau potable, devant éventuellement faire l'objet de réductions ou précautions d'usage, voire de substitution.

**Les traitements localisés autorisés** correspondent à ceux visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Précision sur le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires : la tenue de ce cahier est

obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée<sup>1</sup> ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

<sup>1</sup>Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées

Variable(s) locale(s) :

- **p039 (part minimale de surface éligible à engager) = 30%**